

*Initiatives ministérielles*

économique et les priorités de son pays. Si M. Bush a été chassé du pouvoir, c'est que les Américains en avaient assez de ce même genre de mauvaise gestion économique.

• (1650)

La politique du gouvernement fédéral est vouée à l'échec et, en l'adoptant, il se reléguera inévitablement lui-même aux oubliettes de l'histoire. C'est la preuve qu'on ne peut pas favoriser la relance économique en piétinant les programmes sociaux qui assurent un filet de sécurité aux Canadiens pendant des périodes difficiles.

Le gouvernement a décidé que nos programmes sociaux, l'assurance-chômage, les programmes d'aide au revenu, étaient responsables des difficultés qu'il rencontre à équilibrer ses comptes. Je tiens à dire que seulement 6 p. 100 de notre endettement a vraiment pour origine le coût des programmes sociaux.

Quand on analyse l'endettement de notre pays et qu'on voit d'où vient la majeure partie de cette dette, on s'aperçoit que plus de 40 p. 100 de celle-ci résulte des intérêts composés. Le gouvernement a continué à suivre une politique des taux d'intérêt élevés et s'est imposé une dette de plus en plus lourde et il avait de moins en moins de possibilité de la rembourser.

Le reste de notre dette est simplement dû au fait que le gouvernement n'a pas perçu les recettes fiscales que lui devaient ses amis, les sociétés, d'un bout à l'autre du Canada, qui ont bloqué des milliards de dollars en reports d'impôt, par l'intermédiaire d'échappatoires fiscales et d'autres manoeuvres, comme les milliards de dollars qui ont été mis à l'abri dans les fiducies familiales. Le gouvernement ne les annule pas. Il ne supprime pas ces échappatoires. Il ne dit pas aux entreprises canadiennes qu'il est temps de payer leur juste part.

Il accable plutôt les chômeurs en adoptant de nouvelles mesures draconiennes qui vont réduire l'assurance que les Canadiens au chômage avaient comme une sorte de protection pour les aider à traverser ces périodes difficiles. Il accable l'élément le plus faible de notre pays, nos chômeurs, ceux qui n'ont pas travaillé depuis un certain temps, en réduisant les programmes mêmes qui leur fournissaient un certain degré de sécurité.

C'est la preuve que ce genre de politique a échoué et va échouer dans l'avenir.

Le problème de l'endettement a été beaucoup aggravé par l'adoption de l'accord de libre-échange en 1988-1989. Dès que cet accord est entré en vigueur, du jour au lendemain, nous avons perdu plus de 2,2 milliards de dollars de recettes fiscales qui auraient dû revenir à l'État, mais que celui-ci ne percevait plus à cause de la réduction des tarifs douaniers. Au cours des années qui ont suivi, nous avons perdu des milliards et des milliards de dollars en impôts à la suite de la réduction de la structure tarifaire. Mais surtout, nous avons perdu plus de 500 000 emplois, pertes qui sont directement ou indirectement attribuables aux répercussions de la mise en oeuvre de l'accord de libre-échange au Canada.

Notre pays a souffert, au niveau des recettes fiscales et des pertes d'emplois, d'une hémorragie économique vraiment scandaleuse, c'est le moins qu'on puisse dire. Des centaines d'entreprises vont s'établir dans le Sud. Ces emplois ne reviendront pas au Canada. Ils sont disparus pour toujours. Notre pays est en pleine révolution économique, étant donné la restructuration qui se fait actuellement et les emplois qui disparaissent pour de bon. Ces emplois sont perdus à tout jamais. Face à cette réalité, nous devons trouver des moyens de stimuler la croissance économique.

Notre pays est constamment en restructuration, et le gouvernement parle de la nécessité de devenir compétitif. Je ne suis pas contre. Nous devons effectivement être compétitifs. Mais les politiques que cette administration tente d'appliquer pour favoriser la compétitivité dans ce pays sont mauvaises.

Pour être compétitifs, nous avons besoin d'une économie qui soit basée sur les connaissances et sur l'information afin de permettre aux gens d'acquérir les compétences, la formation et les connaissances requises et d'effectuer les travaux de recherche et de développement qui sont nécessaires pour doter la société de l'infrastructure dont elle a besoin aujourd'hui si elle veut livrer concurrence aux pays très développés de la région du Pacifique ainsi qu'aux autres nations avec lesquelles nous sommes en compétition dans le monde.

Le gouvernement n'a pas reconnu ça. Il continue plutôt de diminuer les fonds qu'il verse aux provinces et de réduire les programmes de partage des coûts. Il étouffe l'économie au lieu de trouver des moyens de la stimuler pour redonner du travail aux gens et créer les emplois durables, à fort coefficient de connaissances, dont ce pays